



# Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 73 du 6 janvier 2019

## Face à leur haine de classe, tous nos vœux pour nos luttes contre le capitalisme et ses serviteurs en faillite

« Une fois encore, une extrême violence est venue attaquer la République - ses gardiens, ses représentants, ses symboles. », s'indignait Macron hier soir faisant écho aux propos outragés du porte-parole de son gouvernement, Griveaux, après l'assaut de la cour de son ministère par un engin de chantier.

Ils s'indignent hypocritement alors qu'ils ont simplement reçu la monnaie de leur pièce, la réponse à la répression policière et à leurs provocations délibérées, un acte VIII qui a rassemblé sans doute bien plus que les 50000 manifestants reconnus officiellement par le ministère de l'Intérieur et des manifestations de femmes gilets jaunes dans plusieurs villes. Depuis le début du mouvement jusqu'au 17 décembre, 4750 personnes ont été mises en garde à vue, 3747 poursuivies en justice et sur les 697 jugées en comparution immédiate, 216 ont été emprisonnées, certaines condamnées à plusieurs mois de prison ferme pour des motifs dérisoires. Des dizaines de manifestants ont été gravement blessés par des tirs de flash-balls, les grenades de désencerclement ou les canons à eau. L'« état de droit » de Macron et de ses ministres, c'est un état d'exception d'une République pour les riches, répression et peines de prison pour les pauvres et impunité pour patrons et politiciens corrompus, les Benalla and co.

Le 4 janvier, à la sortie du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, Griveaux, avait accusé les gilets jaunes qui restaient mobilisés d'être des « agitateurs qui veulent l'insurrection et, au fond, renverser le gouvernement ».

Macron, lors de ses vœux le 31 au soir, avait agressé le mouvement en dénonçant ces « porte-voix d'une foule haineuse, [qui] s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels... ». L'interpellation très médiatisée d'Eric Drouet n'avait d'autre objectif que d'intimider et de mettre en lumière un leader du mouvement auquel la rumeur avait attribué des sympathies pour l'extrême droite et qui avait appelé à « rentrer dans l'Elysée » le 8 décembre, et cela pour tenter de donner une réalité à cette agression contre le mouvement.

Il n'y a pas eu un mot des vœux de Macron qui n'ait été l'expression de son arrogance et de son mépris de classe. Son autosatisfaction à propos des réformes adoptées, loi travail, SNCF, enseignement, universités, hôpitaux, résonne comme autant de provocations à l'égard des jeunes et des travailleurs qui ont voulu empêcher ces reculs sociaux par leurs mobilisations.

### Les gilets jaunes ont ouvert une brèche

Son baratin sur les bouleversements du monde et l'acceptation en conséquence des changements nécessaires, c'est l'éternelle rengaine pour tenter de convaincre les travailleurs et les pauvres d'accepter encore plus de sacrifices. « On ne peut pas travailler moins, gagner plus, baisser nos impôts et accroître nos dépenses, ne rien changer à nos habitudes et respirer un air plus pur ! », a dit Macron sans rire. Mais que font d'autre les classes dirigeantes que « gagner plus » et baisser leurs impôts grâce à leurs serviteurs, comme lui-même, à la tête des Etats ?

Et d'annoncer d'emblée la couleur, les trois volets de l'offensive programmée en 2019, « l'indemnisation du chômage afin d'inciter davantage à reprendre le travail, l'organisation du secteur public pour le rendre plus efficace et notre système de retraite pour le rendre plus juste. » Les miettes lâchées par Macron et payées par la population elle-même, auront tôt fait de disparaître.

Il ne faut pas s'y tromper, derrière la morgue de Macron, c'est la haine de la classe possédante qui s'exprime. Son zèle contre les chômeurs, les salariés, les fonctionnaires, ne fait que tenter de mettre en œuvre la seule politique possible sous la férule du capitalisme financier mondialisé. Il faut sans arrêt baisser le « coût du travail » pour satisfaire les énormes masses de capitaux qui ont besoin de toujours plus de plus-value pour se valoriser, sous peine que ne s'accélère la spirale destructrice du dégonflement des bulles spéculatives qui a commencé sur les places boursières. Leur système est au bord de la faillite. La course au profit, la folie spéculative, la concurrence ruinent les peuples et la planète. Il ne se perpétue qu'au prix d'une régression sociale, démocratique, écologique globalisée,

d'une offensive permanente contre les travailleurs et les peuples. Le seul remède capable d'y faire face est une contre-offensive de l'ensemble des travailleurs et de la population pour leurs droits, les droits collectifs du monde du travail, la survie de la planète.

Nos vœux militent pour que 2019 soit l'année du rassemblement des travailleuses, travailleurs, avec ou sans emploi, des jeunes, des exploités, autour d'un plan d'urgence

sociale, démocratique, écologique, qui s'appuie sur les exigences progressistes des gilets jaunes, qui exprime clairement, face à la confusion délibérément entretenue par Le Pen, Dupont-Aignan et autres charlatans d'extrême droite, les besoins des classes populaires et les moyens de les satisfaire pour répondre à la faillite des classes capitalistes et de leurs serviteurs.